

Les lignes générales de l'envahissement du système de l'Instruction par la Junte sont les suivantes:

A) L'organisation de l'enseignement est régie par la Loi de Nécessité du 19 Septembre 1967. Nous choisissons ci-dessous les points les plus caractéristiques, qui abolissent des règles adoptées par le Gouvernement du Centre par la L. 4379/1964.

1/ Durée de la scolarité obligatoire. Le Gouvernement du Centre la porta de six à neuf ans. La nouvelle Loi 129, art. 3 ramène la scolarité obligatoire à six ans et de plus réinstitue les examens d'entrée au cycle inférieur de l'enseignement secondaire (art. 8 al. 3). De cette façon on entrave même la continuation volontaire des études de culture générale pour un certain nombre d'enfants. En effet, aucun soin n'est pris pour que ces enfants, qui ne seront pas admis au cycle inférieur de l'Enseignement Secondaire, continuent de quelque façon leurs études générales. Ils peuvent, soit retourner à l'Ecole Élémentaire, où ils fréquenteront pour une année encore la sixième, dont ils étaient déjà sortis avec succès, soit s'ils ont la chance d'habiter des centres urbains importants et d'être des garçons, ils pourront fréquenter des écoles techniques. Ils sont donc obligés de procéder à une orientation professionnelle précoce, à l'âge de 11 et demi - 12 ans, alors qu'on sait que cela est à peine possible à 15 ans, pour ne pas dire à 18 ans.

2/ Formation des cadres de l'enseignement Élémentaire.

Le Gouvernement du Centre avait institué par la Loi 4379 de 1964 des études triennales après le Gymnase, pour la formation des cadres de l'Enseignement Primaire, au lieu des études de deux années qui étaient exigées avant 1964. La nouvelle Loi 129/1967 art. 13 al. 1 ramène de nouveau ce temps d'étude à deux ans. Il est inutile de souligner que ce changement constitue un recul, aux dépens de la formation des instituteurs et du travail dans l'Enseignement Élémentaire.

3/ Conseil Supérieur d'Éducation.

Il constitue aujourd'hui, l'organe suprême de l'Etat Major du Ministère pour les questions de l'Instruction. Le Gouvernement du Centre prévoyait une représentation analogue des deux degrés élémentaires et secondaires de l'enseignement, à la constitution de son propre organe suprême d'Etat Major: l'Institut Pédagogique exigeait comme qualification indispensable pour l'occupation des postes en question, un service de plusieurs années dans ce grade. La nouvelle Loi prévoit la composition du C.S.E. par spécialisations, soit par des philologues, théologues, physiciens, mathématiciens et des places de "pédagogues" soit de personnes possédant un diplôme de pédagogie de l'étranger. Toutes les spécialisations, sauf celles des pédagogues, proviennent clairement de l'enseignement secondaire. Or, comme il est possible qu'un fonctionnaire de l'Enseignement secondaire ou technique suive également des études pédagogiques à l'étranger, il appartient à l'Autorité procédant aux nominations de confier ces situations à quiconque a fait des études pédagogiques, même s'il ne provient pas

de l'Enseignement élémentaire, par conséquent même il n'a pas une expérience personnelle profonde en l'occurrence (art. 17, al. 8).

Ces trois points témoignent d'une mauvaise évaluation des besoins de la société grecque, d'une ignorance de la signification de l'enseignement élémentaire et d'une indifférence pour ses problèmes, si non une tendance à maintenir assez bas le niveau d'instruction des classes populaires.

4/ La langue du travail à l'école.

Le Gouvernement du Centre institua l'égalité de la langue "demotiki" soit celle parlée par le peuple grec, dans laquelle dès le début du siècle, sont écrites sans exception toutes les œuvres littéraires et la "katharevousa" (puriste) soit la langue officielle de l'Etat, dans laquelle sont rédigées les lois et la Constitution. Selon la nouvelle Loi (art. 5) dès la quatrième année d'études à l'enseignement élémentaire, enfants et instituteurs sont obligés d'abandonner la langue parlée et d'utiliser la langue officielle de l'Etat et de la Constitution. Dans ces conditions et étant donné que la langue officielle n'est point parlée dans la vie officielle même par celui qui l'enseigne, tout le poids du travail scolaire des trois dernières années de l'enseignement primaire, doit nécessairement tomber sur l'enseignement linguistique, correction d'expression, explication analytiques des matières enseignées dans une langue difficile et inintelligible pour les enfants etc. De cette façon, il restera une faible marge pour l'assimilation des connaissances, même élémentaires, que doit posséder un enfant lorsqu'il quitte les bancs d'une école de six années. De plus, l'école et la vie et le travail qui y ont lieu, demeurent étrangers au reste de la vie et des vibrations de la Nation, telles qu'elles sont exprimées dans des relations quotidiennes des hommes, dans la poésie populaire et la littérature.

5/ Les problèmes de la formation professionnelle.

On sait quelle est l'importance attribuée à ce secteur dans les pays économiquement développés et "en voie de développement". Le Gouvernement du Centre, avait prévu lors de la constitution de son état major suprême de l'enseignement l'Institut Pédagogique "une participation satisfaisante des représentants de l'enseignement technique professionnel, soit de deux membres ordinaire et deux assesseurs. La nouvelle Loi de Nécessité de 1967, prévoit une seule place de représentant de la formation professionnelle - technique, qui peut ne pas être occupé par un technicien, mais par un économiste. De sorte que les dialogues sur les questions de la formation professionnelle fait entièrement défaut et la responsabilité du rapport en la matière, ne peut reposer sur les épaules d'une personne éventuellement incompétente (art. 17, al. 8). Il devient ainsi évident qu'au législateur de 1967, échappe la signification de la formation professionnelle pour le développement économique du pays, surtout actuellement.

6/ Accès aux Ecoles Supérieures.

Le Gouvernement du Centre institua le certificat académique, suivant le modèle du Baccalauréat français, de la Matura allemande etc. Il était obtenu par les élèves ayant terminé leurs études de l'enseignement secondaire, après avoir passé avec succès les

examen dans les matières fondamentales, communes à tous les candidats, jugés d'après les mêmes critères. Le système de certificat académique avait remplacé l'ancien mode d'examen par chaque Faculté des Universités. La nouvelle loi de 1967, conserve le schéma des certificats académiques, mais il en élimine un des points les plus essentiels et des plus caractéristiques : l'examen commun de tous les candidats aux matières fondamentales (grec ancien et moderne, mathématique, physique et histoire. Il dispense des examens en mathématiques ceux qui s'inscrivent à des Facultés théoriques et des examens en ancien grec, ceux qui veulent suivre des études positives ou technologiques. Cela résulte à une tendance pour l'élève à se spécialiser prématurément dès les classes de l'enseignement secondaire à surestimer ou sous-estimer la signification de certaines valeurs éducatives fondamentales, au préjudice de son éducation générale. En particulier, la dispensation de l'examen d'ancien grec d'une importante partie des candidats au certificat académique, provenant des cercles même qui avaient vraiment rompu des lances pour l'éducation classique et pour l'enseignement des textes classiques de l'original à toutes les classes de l'enseignement secondaire, semble pour le moins singulière. On doit signaler spécialement ce qui suit en cette matière :

a/ D'après l'article 44 al. 2 du Décret Royal 454/1967, sur les listes des admissibles aux Ecoles Supérieures d'Enseignement "ne sont pas inscrit ceux des candidats qui sont considérés non légitimistes" selon l'avis de Commissions spéciales. De la sorte des centaines de jeunes gens qui ne sont pas agréables au Gouvernement Révolutionnaire, sont exclus des Universités.

b/ Par l'article unique al. 4 de la Loi de Nécessité 40/1967, il est décrété que "aux examens d'entrée de 1967, parmi les autres facteurs qui seront pris en considération pour le choix des candidats compte également celui du comportement de ceux qui ont un moral élevé, des mœurs et un caractère irréprochable" suivant une certaine procédure. Il n'y a pas eu d'application de cette disposition lors des examens de septembre dernier. Mais la mesure a été adoptée et sera certainement appliquée à l'avenir, pour favoriser les parents des personnes au pouvoir et les apostés des services du Sécurité aux Ecoles.

7/ La situation de la Recherche Pédagogique et Pédologique.

La Loi de Nécessité 4379 du Gouvernement du Centre prévoyait la création de l'Institut Pédagogique, Organisme de Droit Public, dont un des buts était l'organisation systématique de recherches sur les problèmes de l'éducation et de l'instruction de l'élève grec, recherche qui devait se trouver à la base des idées de l'Institut Pédagogique sur la réglementation de questions d'organisation et d'enseignement de l'Educaton. La nouvelle loi de Nécessité de 1967, abolit l'Institut Pédagogique, revient au vieux schéma du Conseil Supérieur d'Educaton, en tant qu'organe suprême d'état major du Service et ne prévoit rien pour faciliter ou encourager la recherche pédagogique, moins encore la coordonner avec l'œuvre consultative du Conseil. De sorte qu'en matière d'organisation de recherches pédagogiques systématiques, nous en revenons au régime d'avant guerre, sous lequel la recherche sur ces questions ne se

faisait pas sentir comme un besoin d' action, mais comme un privilège du petit nombre de ceux là seulement qui servaient aux Universités.

Il appert de tout ce qui précède que le législateur de la Loi de Nécessité 129/1967, n' a pas saisi le sens de l' instruction modernisée et bien organisée, ni en elle même ni en tant que ~~facteur~~ facteur primordial du développement économique du pays. Est-ce ainsi que nous acheminons vers le redressement économique de notre pays, membre de la Communauté Economique Européenne, associé et bastion de l' OTAN dans le Proche Orient?

B' ADMINISTRATION ET PERSONNEL DE L' ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

I. Création et promotion d' écoles

Au cours des années scolaires 1964-1965, 1965-1966 et 1966-1967, eurent lieu 2877 créations et promotions (C' est à dire extensions en personnel enseignant) d' écoles élémentaires et 496 créations d' écoles enfantines (jardins d' enfants). A partir du 21 Avril 1967, date de l' installation du Gouvernement Révolutionnaire il n'y a eu aucune création ou promotion d' école élémentaire ou enfantine au grand détriment de l' Education Populaire, puisqu' il y a encore des régions dépourvues d' un nombre suffisant d' écoles et que les élèves se bousculent dans la plupart de celles qui fonctionnent aujourd'hui. Cela prouve le manque d' intérêt dont le gouvernement actuel fait preuve à l' égard de l' éducation du Peuple.

2. Nomination d' Instituteurs.

Au cours des trois années scolaires précédentes, 5626 instituteurs ont été nommés et les postes vacants dans tout le pays notamment en Grèce du Nord, ont été immédiatement remplis. Dans l' année scolaire présente en cours 1967-1968, ne furent nommés que ~~562~~ 562 instituteurs et il reste encore plus de 600 postes vacants, alors que des centaines de licenciés de l' Académie Pédagogique attendent une nomination. Le Gouvernement Révolutionnaire étendit la réduction des nominations dans le secteur de l' Enseignement également alors que seul le départ des instituteurs mis en retraite ou décédés, crée tous les ans des centaines de postes vacants.

3. Absence d' Inspecteurs Généraux.

Sur les 15 postes d' Inspecteurs Généraux demeurent vacants les 14... Sur les 200 postes d' Inspecteurs, sont vacants plus de 140.... Et cela en dépit du fait qu' il avait été fait un choix minutieux des enseignants les plus capables pour ces postes, le processus en question ayant été brusquement arrêté, et une Loi de Nécessité (129 de 1967) étant intervenue, étendant le droit de nomination dans ces postes même à des instituteurs de grades inférieurs et sans études ultérieures. Déjà, dans les postes vacants, si nombreux, des Inspecteurs généraux et des Inspecteurs, ont été nommés des remplaçants choisis parmi ceux bénéficiant de la faveur du Gouvernement actuel, qui n' ont point l' autorité pour administrer ni ne remplissent leurs fonctions impartialement. Leur programme est la propagande politique et la terroisation des Instituteurs et non le contrôle et la promotion du fonctionnement des écoles.

4/ Licenciement du personnel enseignant. Le Gouvernement Révolutionnaire proclame

sur tous les tons que le communisme avait pénétré profondément parmi le monde des enseignants et surtout de l'enseignement élémentaire et que pour des raisons de dépravation et d'esprit de coterie, celui-ci n'avait plus à autorité morale pour exercer ses fonctions. Et pourtant sur les 300 environ fonctionnaires de l'enseignement élémentaire, le Gouvernement Révolutionnaire n'en licencia comme non légitimistes et comme impropres pour leur fonction, que 231, soit pas même 1/3 et ceux licenciés sur la base de l'Acte Constitutionnel (c'est à dire comme suspects d'avoir des idées communistes) n'élèvent à 6 seulement. Cet exemple seul suffit à démontrer à quel point le Gouvernement d'aujourd'hui sont sincères et honnêtes dans leurs déclarations.

54 Langue et Livres d'Enseignement.

Depuis toujours la langue de l'école élémentaire (dans les livres et la parole écrite et orale) était la langue vivante de la Nation, la "démotiki". Ce n'est que dans les classes supérieures et dans une certaine mesure que la langue officielle de l'Etat, la "katharevousa", était enseignée. Le Gouvernement Révolutionnaire renversa cet ordre et imposa à l'école élémentaire la katharevousa que les enfants du peuple ne comprennent pas et qui est difficile à apprendre, en spécifiant que son enseignement commencerait en troisième, soit à partir de l'âge de 8 à 9 ans. Parallèlement il ressuscita de leurs cendres de vieux livres (scolaires) condamnés dans la conscience des Maîtres et des Parents, pour l'enseignement de l'arithmétique et de l'histoire, de la physique, de la religion, avec pour résultat, la création d'un chaos sans précédent dans les écoles populaires. Enfants et Maîtres ont peur de parler et d'écrire en démotiki, car elle est soi-disant "la langue des communistes" mais ne peuvent non plus, utiliser justement et aisément la katharevousa. De la sorte, les enfants du peuple souffrent le martyre et sont condamnés à quitter l'école sans être en mesure de parler et d'écrire de façon supportable leur langue vivante qui est celle de notre littérature Nationale.

C' ADMINISTRATION ET PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

I/ Sur les 10,000 environ, membres du personnel de l'enseignement secondaire, on ne licencia en tout que quatre-vingt-dix (90). Le fait à lui seul, dissout le mythe qui pendant des mois, était émis comme justification primordiale de la Révolution, de la soi-disant corrosion de l'enseignement par des éléments subversifs et anti-sociaux. Et pourtant, malgré le petit nombre des personnes licenciées, les buts objectifs des Actes Constitutionnels, et, sur la base desquels les licenciements ont eu lieu, ont été pleinement atteints, soit:

- a) la décapitulation des chefs supérieurs de l'enseignement et l'avancement aux postes de chefs supérieurs organes d'exécution et
- b) la terrorisation et pleine soumission du corps enseignant aux désirs et objectifs des gouvernants, puisque:

I. Tous les Conseillers et Assesseurs de l'Institut Pédagogique, sauf trois, ont été licenciés ou reculés en grade et, en général, écartés des cadres supérieurs de l'enseignement. A leur place furent nommés, 13 Conseillers de l'enseignement, dont 9 proviennent de l'enseignement secondaire. De ces derniers, deux (2) seulement

ont été plus largement instruits à l' étranger (cf. Loi de Nécessité 59/1967 au Y.G.A. ' IIO et Y.G. CI 404/1967).

II. La moitié des Inspecteurs Généraux (Y.O.C' 466/1967, 72 et 85/1968), 24 Directeurs de Lycée et de Gymnase (Y.O.C' 72, 75, 79, 82, 85/1968) ont été licenciés.

III. Sur l' ensemble de ceux qui ont été mis à la disposition du Ministère, seulement 26 ont été licenciés, soit ceux qui, pour des raisons de dignité, n' ont pas demandé leur maintien en service et n' ont pas fait usage de moyens détournés pour éviter, eux aussi, le licenciement.

Cette tactique, soit de la décapitation des chefs administratifs, pour faire avancer les organes dociles aux gouvernements dans les postes chefs de l' administration et, en même temps de la terrorisation des autres a été également suivie au Service Central du Ministère de l' Éducation.

I. Sur les onze (II) Directeurs provenant du Service Central - les six (6) ont démissionné ou ont été obligés de le faire (Y.G. C' 307, 382/1967 et 438/441/1968.

II. Sept (7) des chefs de Section furent licenciés (Y.G. C' 76/1968).

III. Mal ayant un grade inférieur à celui de Chef de Section n' a été licencié. Notez bien que les personnes licenciées avaient été d' excellents fonctionnaires se conformant absolument à la légalité, qui avait gravi l' échelle hiérarchique à la suite de jugements répétés du Conseil de Service y afférents.

2. Cinq cent soixante dix neuf (579) professeurs qui avaient été nommés conformément à la loi, dans les écoles de la région de l' Attique, des îles du Saronique et de l' Argolide et de région au dehors de Thessaloniki, ont été changés de place en bloc à des écoles en dehors de ces régions. (Y.G.C' 398/1967 et 13/1968) . Toutefois plusieurs d' entre eux ont été détachés auprès d' écoles à Athènes et à Thessalonique, à la suite d' intervention de personnes amies des Gouvernements. Il est évident que la raison d' être de cette mesure a été la terrorisation des déplacés, mais aussi des autres professeurs et leur transformation en organes des gouvernements.

3. Malgré l' annonce à grande pompe faite, pour créer des effets surtout à l' étranger de la fin de la vigueur des Actes Constitutionnels 4 et I qui avaient suspendu l' inamovibilité des fonctionnaires et en vertu desquelles les destitutions ont eu lieu, le danger des licenciements continue à planer au dessus de la tête du corps des Enseignants et d' autres fonctionnaires publics, du moment que les Lois de Nécessité 4 et 65/1967 continuent à être en vigueur. Les articles 6 de ces Lois permettent aux Ministres (cf. al. 1 art. 6 de Loi de Nécessité 65 dans Journal du Gouvernement C' 124/1967 de mettre tout fonctionnaire en état de disponibilité pour six mois encore. Et ceux qui ont été ainsi mis en disponibilité prolongée, sont obligatoirement envoyés à la fin de la seconde période par devant des Conseils de Service appropriés (qui sont déjà composés de dociles organes d' exécution) qui jugeront s' ils devront être licenciés. La raison pour laquelle ces lois continuent toujours à être en vigueur est évidente.

4. La Poste du Conseiller élu à l' Éducation auprès du Conseil Supérieur de l' É

Education a été abolie (cf. art. 17, par. 12 de la Loi de Nécessité 129/1967) le Conseiller élu par le Corps, en exprimant l'opinion à l'Administration et, l'Organisation de l'Enseignement auprès du Ministre de l'Instruction.

5. L'Administration de la Fédération des Fonctionnaires de l'Enseignement secondaire (O.J.M.E.) a été confiée à un Comité tripartite. Comme membres de ce Comité ont été nommés par le Gouvernement des personnes qui lui sont entièrement dévouées. Celles-ci ne peuvent avoir aucune objection contre la destruction des conquêtes économiques du Corps enseignant, mais au contraire, secondent ces mesures contre les fonctionnaires de l'enseignement secondaire. C'est ainsi que:

- a) Elles ne protestèrent nullement contre l'abolition du Grade de Directeur de Lycées et l'abaissement de trois cent cinquante environ Directeurs de Lycées au rang ou traitement de Directeur de gymnase (art. 21 par. 3, Loi de Nécessité 129).
- b) De même, elles ne protestèrent pas (et au contraire approuvèrent la mesure) contre l'abaissement de quatre cent soixante dix neuf (479) Directeurs de Gymnase et leur réintégration, à leurs frais, aux postes qu'ils occupaient avant d'être promus au grade de Directeur de gymnase, pas plus que contre le danger résultant de l'abaissement en grade de ces Directeurs de gymnase, de voir l'abaissement d'un nombre correspondant de Directeur de Gymnase au grade et au traitement de professeur du premier grade.
- c) De même ils ne protestèrent pas contre l'abolition de l'égalité des traitements des Inspecteurs Généraux et des Directeurs Généraux et la presque égalisation économique de ceux-ci, à des Directeurs de Gymnase.

De la sorte l'organisation syndicale des Enseignants a été abolie.

6. Bien qu'il se soit écoulé une année depuis l'établissement du Gouvernement Révolutionnaire, cinquante deux postes d'Inspecteurs Généraux des matières théoriques, continuent à être vacants, sur un total de soixante (60). Aujourd'hui à la suite du licenciement de quatre Inspecteurs Généraux les postes vacants s'élèvent à 56. Dans tous ces postes ont été nommés, comme suppléants, des Directeurs de Gymnase, choisis avec le plus grand soin, parmi les personnes les plus dévouées au Gouvernement et qui en sont les fidèles organes d'exécution. Les conséquences de cette situation sur le fonctionnement des écoles et le progrès, ainsi que l'éducation des élèves, en sont manifestes.

7. Les Directeurs et le personnel enseignant des écoles sont obligés de se rendre aux divers bourgs et villages de leur District et d'y prononcer des discours de propagande en faveur de la Révolution. Les points principaux de ces discours sont compris dans des imprimés qui leur sont remis par des divers Comités Préfectoraux.

8. Des agents de la Sûreté parcourent les écoles et sont aux écoutes, pour surprendre des élèves s'exprimant contre le Gouvernement Révolutionnaire.

D' ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

a) Processus de l'élection des professeurs des Ecoles Supérieures:

Ce processus tel qu'il a été décrété par l'Acte Constitutionnel I E du 20 décembre 1967, signifie l'abolition de l'autonomie de ces Ecoles et de l'impartialité lors

de l' institution à la chaire. Le choix des professeurs au dernier stade, n' appartient plus à la Faculté intéressée comme par le passé. Le Conseil des Ministres n' est pas lié par la décision de la Faculté en question et peut sur la proposition du Ministre de l' Instruction, renvoyer l' élection du professeur à un Comité composé de professeurs de la Faculté intéressée et de professeurs d' autres Facultés. Ceux-ci sont désignés avec entière liberté, par le Conseil des Ministres.

b. 1/ Levée de la pérennité et processus de destitution des professeurs:

Le processus institué par les Actes Constitutionnels 6 et I du 22.7.67 et du 31.8.67, pour la destitution des professeurs des Ecoles Supérieures, pour cause d' opinions politiques, d' insuffisance, d' intérêt mal placé etc. signifie également l' abolition de l' autonomie de ces Institutions et l' absence de critères objectifs pendant le jugement de la façon dont les professeurs exercent leurs fonctions. La destitution des professeurs est laissée au jugement absolu du ministre dans le cas où elle a lieu pour cause d' opinions et du Conseil des Ministres si la destitution a lieu pour d' autres raisons. Ceux destitués le 27 Janvier 1968, n' ont pas été jugés par un organe de service collectif, n' ont pas pris connaissance de l' accusation qui pesait contre eux; ils n' ont pas eu non plus le droit de se défendre. Ceux qui furent destitués le 27 Janvier 1968, étaient 43 professeurs et 6 "docents".

Il est caractéristique qu' il est notoire que la moitié des destitués n' avaient pas des opinions de gauche, ni n' avaient quoi que ce soit de répréhensible contre eux. Au contraire ils se faisaient distinguer pour leur caractère et leurs capacités scientifiques (p.ex. N. Sakellariou, professeur à l' Université de Thessalonique, A.Krienis, professeur de Polytechnique à Athènes) alors qu' on ne toucha pas d' autres professeurs contre qui de graves charges pesaient.

Aux professeurs destitués, même s'ils sont initiés à enseigner dans des Universités étrangères, on refuse, en principe, le visa de sortie pour l' étranger.

Par l' Acte Constitutionnel A' du 13.3.68 on accorde à ceux ainsi destitués le droit de demander la révision de la décision de leur destitution, après avoir pris connaissance des facteurs sur lesquels celle-ci avait été basée et en soumettant un rapport y relatif. Toute fois, en pratique les intéressés n' ont pas pris connaissance du dossier à leur charge, mais simplement d' une note comprenant la qualification générale de cette accusation. D' autre part le jugement des demandes en révision appartient à des Comités tripartites de ministres, sans l' avis d' un organe de service quelconque sauf dans les cas où la Président du "Conseil" le jugerait utile.

2/ Mise en disponibilité de professeurs des Ecoles Supérieures:

Conformément à l' Acte Constitutionnel B du 14.6.67 des Professeurs d' Ecoles Supérieures sont mis en disponibilité par décision du Président ou du Vice-Président du Conseil et du Ministre de l' Instruction Publique, pour cause d' opinions politiques, insuffisance, conduite inconvenante etc. sans autre forme de procès. Ils ne sont même pas appelés à se défendre et ne sont point jugés par quelque organe de service.

3. Diminution du prestige et de la dignité des professeurs des Ecoles Supérieures.

Sous la menace de poursuites, les professeurs se voient obligés de prendre part à des réunions auxquelles des membres du Gouvernement ou des porte-paroles, prononcent des discours politiques (dont la qualité est sans précédent dans la vie publique grecque). Pression est exercée également sur les professeurs pour que d'eux mêmes ils procèdent à des discours de contenu politique et autres manifestations de ce genre.

Tout cela, a amoindri le prestige des professeurs à l'égard de leurs étudiants et conduisent à leur abaissement moral. Une autre conséquence en est la diversion des professeurs de leurs œuvres scientifiques et de leur enseignement. Les cours des professeurs sont suivis par des organes de la Sécurité.

Les cas d'intervention insolentes de Ministres à leur oeuvre ont été réitérés. (Le Ministre de la Grèce du Nord a par deux fois invité des professeurs de la Faculté de Philosophie de Thessalonique et a fait pression sur eux pour faire porter des étudiants et des étudiantes, comme ayant réussi à leurs examens et le Ministre de l'Intérieur invita et fit pression sur un professeur de la Faculté de Physique et Mathématiques de l'Université d'Athènes, pour faire porter comme ayant réussi, trois étudiants.

Pression a été faite également lors de l'élection de professeurs. Trop connus sont les événements d'une certaine séance de la Faculté de Médecine d'Athènes, au cours de laquelle un officier supérieur de la Junta, est intervenu en faveur d'un des candidats, ce qui a provoqué la dissolution de la séance.

4. Dans les organisations d'étudiants, on a remplacé leurs Conseils d'Administration légalement élus, par d'autres, composés d'organes de la Sûreté. La liberté de l'organisation syndicale est pleinement abolie. Les étudiants sont systématiquement suivis par des organes de la Sûreté, qui sont continuellement présents dans les Facultés. Les fouilles corporelles des étudiants par des organes de la Sûreté, sont fréquentes. De même, fréquentes sont les arrestations et les emprisonnements pour la durée d'un ou deux jours, d'un étudiant sur lesquels ne pèse aucune accusation, uniquement pour les terroriser.

Le Secrétaire Générale de l' Ecole Polytechnique d' Athènes, a été arrêté et emprisonné pendant 25 jours, sans aucune justification, et n' a été libéré qu' après avoir soumis en démission de son poste.

la persécution continuelle et le contrôle policier, des professeurs et des étudiants, ont entièrement effacé toute trace de liberté académique et même vers la corrosion complète de l'enseignement supérieur, car le climat de la phobie et de la réserve entravent le zèle d'apprendre et celui des recherches scientifiques. L'atmosphère qui existe de suspicion et de mensonge, s'oppose aux conditions de bases nécessaires à l'enseignement supérieur, qui se trouve étroitement liée à la liberté de pensée de discussion.

Α. ΟΡΓΑΝΩΣΙΣ ΤΗΣ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΕΩΣ

Τὰ κατὰ τὴν ὀργάνωσιν τῆς ἐκπαιδεύσεως ρυθμίζονται μὲ τὸν Α.Ν.129 τῆς 19ης Σεπτεμβρίου 1967. Ἐπιλεγόμεν κατωτέρω τὰ χαρακτηριστικώτερα τῶν σημείων, ὅσα καταργοῦν διατιθέεις θεσπισθεύσας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κέντρου διὰ τοῦ Ν.4379/1967, -

1.- Διδρακτεία τῆς ὑποχρεωτικῆς φοιτήσεως. Ἡ κυβερνήσις Κέντρου ὤρισε ταύτην εἰς ἐννεατῇ ἀπὸ ἐλαστοῦς. Ὁ νέος νόμος 129 ἄρθρον 3 ἐπαναφέρει τὴν ἐλαττὴ ὑποχρεωτικὴν φοίτησιν. Καθ' ἑκὰς πλεον ἀνασυνεστὰ καὶ τὸν θεσμὸν τῶν εἰσιτηρίων ἐξετάσεων εἰς τὸν κατώτερον κῆλον τῆς Μέσης Παιδείας (Ἄρθρον 8 ἐδαφ.3). Μὲ τὸν τρόπον αὐτόν παρεμποδίζεται καὶ ἡ προαιρετικὴ ἀκόμη συνελθίσις τῶν σπουδῶν γενικῆς μορφώσεως εἰς ὠρισμένον ἀριθμὸν παιδιῶν. Διὰ τὰ παιδιὰ αὐτὰ, τὰ ὅποια ὅθεν θὰ γίνουσι δεκτὰ εἰς τὸν κατώτερον κῆλον μέσης παιδείας, οὐδεμία εἰδικώτερα μέριμνα λαμβάνεται διὰ μίαν κἀποίαν συνελθίσις τῶν γενικῶν τῶν σπουδῶν. Ἀλλὰ ἡ ἐπανερχομένη εἰς τὸ δημοτικὸν σχολεῖον, ὅπου θὰ φοιτήσουν δι' ἓν ἀκόμη ἔτος εἰς τὴν σ' τάξιν του, ἀπὸ τὴν ὅπου ἐπιτυχῶς ἀπεφοίτησαν ἢ, ἂν ἔχουν τὴν τῶχην νὰ ζοῦν εἰς μερίζονα ἁστικὰ κέντρα καὶ εἶναι ἄρρενα, τοῦς προσφέρεται ἡ δυνατότης νὰ φοιτήσουν εἰς τεχνικὰς σχολὰς. Οὕτως εἰς ἡλικίαν 11,5 - 12 ἐτῶν, ὑποχρεῶνεται προῶπως νὰ προσανατολισθοῦν ἐπαγγελματικῶς, ἐνῶ εἶναι γνωστὸν ὅτι τοῦτο μὲλις εἶναι δυνατόν εἰς τὴν ἡλικίαν τῶν 15 ἐτῶν, διὰ νὰ μὴ ἐκμυεν τῶν 18.-

2.- Μόρφωσις τῶν λειτουργῶν τῆς πρωτοβάθμλου ἐκπαιδεύσεως.

Ἡ κυβερνήσις Κέντρου εἶχε θεσπίσει διὰ τοῦ Ν.4379/1964 τρεῖς μεταγυμνασιακὰς σκουδὰς διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν λειτουργῶν τῆς πρωτοβάθμλου ἐκπαιδεύσεως, ἕνατι τῶν διετῶν, καθ' ἑσχυον μέχρι τοῦ 1964. Ὁ νέος νόμος 129/1967 ἄρθρον 13 παρ. 1 περιορίζει τὴν φοίτησιν καὶ πάλιν εἰς ὄσο ἔτη. Ὅτι ἡ μεταβολὴ αὕτη ἀποτελεῖ ὅκισσιν ἀπορρομήσιν ἀποβαίνουσιν εἰς βέρος καὶ τῆς μορφώσεως τῶν δημοδιδασκάλων καὶ τῆς ἐργασίας εἰς τὴν πρωτοβάθμιον ἐκπαίδευσιν, ὅθεν χρειάζεται νὰ τονισθῇ.-

3.- 'Ανώτατον Συμβούλιον 'Εκπαιδευσεως. Τοῦτο ἀποτελεῖ σήμερον τὸ ἀνώτατον ἐπιτελικὸν ὄργανον τοῦ 'Υπουργείου διὰ τὰ θέματα τῆς Παιδείας. Ἡ Κυβέρνησις 'Ενώσεως Κέντρου προέβλεπε ἀνάλογον ἐκπαιδευτικὴν ὁδὸν βαθμῶν τῆς ἐκπαιδευσεως πρωτοβαθμοῦ καὶ δευτεροβαθμοῦ εἰς τὴν σφύρασιν, ἰδικῶν τῆς ἀνώτατον ἐπιτελικῶν σῶμα τοῦ Παιδαγωγικοῦ 'Ινστιτούτου καὶ ὤριζεν ἀπαραίτητον προσὸν διὰ τὴν κατεὰλψιν τῶν σχετικῶν θέσεων ὑπηρεσίαν πολυετὴ εἰς τὴν βαθμίδα ταύτην. Ὁ νέος νόμος ὀρίζεται τὴν σφύρασιν τοῦ Α.Β.Ε. κατὰ εἰδικότητα, προβλέπων φιλολόγους, θεολόγους, φυσικοὺς, μαθηματικοὺς καὶ θέσεις "παιδαγωγῶν" ἥτοι κεκτημένων παιδαγωγικῶν πτυχῶν τῆς ἀλλοδαπῆς. Ὅλαι αἱ εἰδικότητες, πλην τῶν παιδαγωγῶν, προέρχονται σαφῶς ἀπὸ τὴν δευτεροβάθμιον ἐκπαίδευσιν. Δεδομένου ὅμως ὅτι παιδαγωγικὰς σπουδὰς εἰς τὴν ἀλλοδαπὴν ὄνταται νὰ ἀκολουθήσῃ καὶ λειτούργῃ τῆς μεσης, καὶ τῆς τεχνικῆς ἐκπαιδευσεως, ἐναποκρίνεται εἰς τὴν διοριζομένην ἄρχην νὰ τοποθετήσῃ εἰς τὰς θέσεις ταύτας οἰονόηποτε σπουδάζοντα παιδαγωγικά, ἀκόμη καὶ μὴ προερχόμενον ἀπὸ τὴν πρωτοβάθμιον ἐκπαίδευσιν καὶ κατ'ἀκολουσίαν μὴ κατέχοντα τὰ προβλήματα τῆς ἐκ προσωπικῆς πείρας. (ἄρθρ. 17 παρ.β).-

Τὰ τρία ταῦτα σημεῖα μαρτυροῦν κακὴν ἐκτίμησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς ἐλληνικῆς κοινωνίας, ἀγνοίαν τῆς σημασίας τῆς πρωτοβαθμοῦ ἐκπαιδευσεως καὶ ἀδιαφορίαν διὰ τὰ προβλήματα τῆς, ἃν μὴ καὶ τὴν τάσιν νὰ τηρηθῇ χαμηλὴ ἢ σταθμὴ τῆς μορφώσεως τῶν λαϊκῶν τάξεων.

4.- 'Η γλῶσσα τῆς σχολικῆς ἐργασίας. Ἡ κυβερνησις Κέντρου ἐθέσπισε τὴν ἰσοτιμίαν τῆς δημοτικῆς γλώσσης, ἥτοι τῆς ὁμιλουμένης ὑπὸ τοῦ ἐλληνικοῦ λαοῦ, εἰς τὴν ὁποίαν ἀπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ αἵωνος γράφονται ἀνεξαίρετως ὅλα τὰ ἔργα τῆς τέχνης τοῦ λόγου, καὶ τῆς καθαρειότητος, ἥτοι τῆς ἐπισήμου γλώσσης τοῦ κράτους, εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι συντεταγμένοι οἱ νόμοι καὶ τὸ σύνταγμα. Μὲ τὸν νέον νόμον, (ἄρθρον 5), ἀπὸ τοῦ τετάρτου ἔτους φοιτήσεως εἰς τὴν πρωτοβάθμιον ἐκπαίδευσιν παιδιὰ καὶ διδασκόντες ὑποχρεῶνται νὰ ἐγκαταλείψουν τὴν ὁμιλουμένην καὶ νὰ χρησιμοποιῶν τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ κράτους καὶ τοῦ Συντάγματος. Ἰπὸ τοῦς ὅρους αὐτοὺς καὶ ἐκείνη ἡ γραφομένη ἐπίσημος

γλώσσα δεν όμιλείται ούτε κατ' ύπό τού διδασκοντος είς την ίδιωτικήν του ζώην, τó βάρος της σχολικής έργασίας είς τας τρείς τελευταί-
ας τάξεις της πρωτοβαθμίου εκπαίδευσως, θα πτώη κατ' άνάγκην είς
την γλωσσικήν διδασκαλίαν - διδράσεις εκφράσεων, αναλυτική επεξηγη-
σις τών διατυπωμένων είς γλώσσαν όθσκολών κατ' αναπάντων από τή
παιδεία κ.τ. - ούτε δε θα καταλείπεται περιωρισμένα περιόριε
δίε την άφομοώσιν γνώσεων, έστω κατ' τών στοιχειωδών, ποθ πρέπει
νά κατέχη ένα παιδί, όταν εγκαταλείπη τή θρανία του έξαετούς σχο-
λείου. Κατ' έπί πλέον, τó σχολείον κατ' ή έν αύτω ζώή κατ' έργασία
άπομένουν ζήνα πρός την λοιπήν ζώην κατ' τόν παλμόν του έθνους, όπως
εκφράζεται είς τας καθημερινάς σχέσεις τών ανθρώπων, είς την λατι-
κήν ποίησιν κατ' είς τόν έντεχνον λόγον.

5.- Τά προβλήματα της επαγγελματικής εκπαίδευσως. Είναί γνω-
στόν πόση σημασία όδεεται είς χάρας οίκοномиκώς προηγμένας κατ' είς
« ύπό-άνάπτυξιν » είς τόν τομέα τούτον. 'Η Κυβέρνησις του Κέντρου προ-
έβλεπε κατ' την σύνθεσιν του άνωτάτου έπιτελικού όργάνου της παι-
δείας, του Παιδαγωγικού Ινστιτούτου, ικανοποιητικήν συμμετοχήν εκ-
προσώπων της Τεχνικής-Επαγγελματικής Εκπαίδευσως, ήτοι όδο τα-
κτικών μελών κατ' όδο παρέρων.- 'Ο νέος Α.Ν. του 1967 προβλέπει
μζαν μέσων θέσιν εκπροσώπου της επαγγελματικής -τεχνικής εκπαίδεθ-
σεως, ό όποίος δύναται νά μή είναι κατ' τεχνικός άλλ' οίκονομολόγος.
Ούτως έλλεκει παντελώς ό διδάλογος έπί τών θεμάτων της τεχνικής
εκπαίδευσως ή δε εύθύνη τών σχετικών είσηγήσεων πτώει είς τοθς
ώμους ένδεχομένης άναρμόδιου προσώπου (άρθρον 17 παρ.8).

Κατ' ένταύθα καθίσταται έμφανές ότι τοθς νομοθέτας του 1967
διαφενθεί ή σημασία της επαγγελματικής εκπαίδευσως, σήμεραν ίδίως,
δίε την οίκονομικήν άνάπτυξιν του έθνους.

6.- 'Η είσοδος είς τας 'Ανωτάτας Σχολάς. 'Η Κυβέρνησις του Κέν-
τρου έξέσκιε τó άκαδημαϊκόν άπολυτήριον κατ' τó πρότυπον του Γαλ-
λικού BACCALAUREAT, της Γερμανικής MATURA κ.λ.κ. Τουτό άπέκτων οί

ἀποφοιτοὶ τῶν σχολείων μέσης παιδείας μετὰ τὴν ἐπιτυχῆ ἀποφοίτησιν τῶν κατόπιν ἐξετάσεων εἰς τὰ βασικὰ μαθήματα, κοινὰ δι' ὅλους τοὺς ὑποψηφίους, κρινομένους μὲ τὰ αὐτὰ κριτήρια. Τὸ σῶστημα τοῦ ἀκαδημαϊκοῦ ἀπολυτηρίου ἀντικατέστησε τὸν παλαιότερον τρόπον ἐξετάσεων ὑπὸ τῶν καθ' ἑκάστον σχολῶν τῶν πανεπιστημίων. Ὁ νέος νόμος τοῦ 1967 κατ' ἀρχὴν διατηρεῖ τὸν θεσμόν τοῦ ἀκαδημαϊκοῦ ἀπολυτηρίου ὡς σχῆμα. Ἀνατρέχει ὅμως ἐν ἀπὸ τὰ χαρακτηριστικώτερα καὶ σημαντικώτερα σημεῖα τοῦ τῆν κοινὴν ἐξετάσιν ὅλων τῶν ὑποψηφίων εἰς τὰ βασικὰ μαθήματα : Ἀρχαῖα καὶ νέα ἑλληνικά, μαθηματικά, φυσικὰ, Ἱστορίαν. Ἀπαλλὰσσει ἀπὸ τὴν ἐξέτασιν εἰς τὰ μαθηματικά ὅσους θὰ ἐγγραφοῦν εἰς σχολὰς θεωρητικῆς καὶ τῶν ἀρχαίων ἐλληνικῶν τοῦ βουλομένου καὶ ἀκολουθήσουν θετικῆς ἢ τεχνολογικῆς σπουδῆς. Τὸ τοιοῦτον ὁδηγεῖ εἰς τὴν τῶν μαθητῶν νὰ ἐξειδικευθεῖται προῶτως ἢ ἀπὸ τῆς τῆς μέσης παιδείας, νὰ ὑπερτιμᾷ ἢ ὑποτιμᾷ τὴν σημασίαν βασικῶν μορφωτικῶν ἀξιών, καὶ ζημιώνει τὴν γενικὴν του μόρφωσιν. Βιότικώτερον ἢ ἀπαλλαγὴ σημαντικωτάτου μέρους ὑποψηφίων σπουδαστῶν κατὰ τὴν ἐξέτασιν διὰ τὸ ἀκαδημαϊκὸν ἀπολυτήριον εἰς τὰ ἀρχαῖα ἑλληνικά, προσερχομένη ἀπὸ κύκλους, οἱ ὅποιοι ἐκόπησαν κυριολεκτικῶς διὰ τὴν κλασικὴν παιδείαν καὶ τὴν διδασκαλίαν τῶν κλασικῶν κειμένων ἐκ τοῦ πρωτοτύπου εἰς ὅλας τὰς τάξεις τῆς μέσης παιδείας, φαίνεται τοῦλάχιστον παρὰδόξος.

Βιότικώτερον προκειμένου περὶ τοῦ θέματος τοῦτου πρέπει νὰ σημειωθοῦν τὰ ἑξῆς :

α. Κατὰ τὴν διατάξιν τοῦ ἀρθροῦ 44 παρ. 2 τοῦ Β.Δ. 454/1967 εἰς τοὺς συντασσομένους κλίμακας εἰσακτῶν εἰς τὰ Ἀνώτατα Ἑκπαιδευτικὰ Ἰδρύματα "ὅθεν ἐγγράφονται οἱ ἐκ τῶν ὑποψηφίων κρινόμενοι μὴ νομιμώφρονες", μετὰ κρίσιν εἰδικῶν Ἐπιτροπῶν. Οὕτω κατὰ ἐκατοντάδας ἀποκλείονται ἀπὸ τὰ Πανεπιστήμια νέοι μὴ ἀρεστοὶ εἰς τὴν Ἑκπαιδευτικὴν Κυβέρνησιν.

β. Διὰ τῆς διατάξεως τοῦ ἀρθροῦ μόνου παρ. 4 τοῦ Α.Ν. 40/1967 θεωρεῖται ὅτι "κατὰ τὰς εἰσιτηρίους ἐξετάσεις τοῦ 1967 μεταξὺ τῶν

στοιχείων κρίσεως προς επιλογήν των υποψηφίων λαμβάνεται υπ' όψιν και η διαγωγή διὰ τούτς έχοντας ύψηλόν φρόνημα, ήμεμπτον ήθος και χαρακτήρα", τηρουμένης ώρισμένης διαδικασίας. Δέν έγινετο εφαρμογή της έν λόγω διατάξεως κατά τας εξετάσεις του παρελθ. Σεπτεμβρίου.- Τό μέτρον όμως έχει νομοθετηθή και άσφαλώς θα εφαρμοσθή εις τό μέλλον, διότι νδ εύνοηθοῦν οί συγγενεῖς των Κρατοθόντων και οί ένδόθετοι των ύπηρεσιών Ασφαλείας εις τή σχολεία.

7.- 7.- Η θέση της παιδαγωγικής και παιδολογικής έρευνας.- Διό του Α.Ν. 4379 της Κυβερνήσεως Κέντρου προεβλήπετο η ίδρυσις του Παιδαγωγικού Ίνστιτούτου, Οργανισμού Δημοσίου Δικαίου, εις των σκοπών του οποίου ήτο η συστηματική όργάνωσις έρευνών επί των προβλημάτων της παιδείας και η σπουδή του "Έλληνοε μαθητοῦ, η όποια νδ στηρίζη τας γνώμας του Π.Ι. διό τήν ρθμισιν όργανωτικών και διδακτικών θεμάτων της παιδείας. Ο νέος Α.Ν. του 1967 καταργεί τό Π.Ι., έπαναφέρει τό παλαιόν σχήμα του Άνωτάτου Έκπαιδευτικού Συμβουλίου ως του άνωτάτου έπιτελικού όργάνου της ύπηρεσίας και ούόέν προσβλέπει διό διευκολυνσιν η ένθάρρυνσιν της παιδαγωγικής έρευνας, πολλο όλιγώτερον διό τόν συντονισμόν της προς τό γνωμοδοτικόν έργον του Συμβουλίου. Ούτως επί του σημείου όργανώσεως συστηματικών παιδαγωγικών έρευνών επανερχόμεθα εις τό πρό του πολέμου καθεστώε, κατά τό όποϊόν η έρευνα των θεμάτων τούτων όέν ήτο αίόθητή ως άνάγκη διό τήν πρόξιν άλλ'ώς προνόμειον των όλέγων ύπηρετούντων εις τό Πανεπιστήμια μόνον.

Έκ πάντων τούτων είναι πρφανές ότι ό νομοθέτης του Α. Ν.129/1967 όέν έχει συλλάβει τήν σημασίαν της καλώς όργανωμένης και συγχρονισμένης παιδείας ούτε καθ' έαυτήν ούτε ως τόν πρωταρχικόν παράργοντα οίκονομικής ανάπτυξεως της χώρας. "Ετσι θα προχωρησμεν προς τήν οίκονομικήν άνδρωσιν της χώρας μας, μέλους της οίκονομικής (εύρωπαϊκής κοινότητος, έταίρου και προκυργίου του ΝΑΤΟ εις τήν Έγγος Άνατολήν ;

6

Β. ΔΙΟΙΚΗΣΙΣ ΚΑΙ ΠΡΟΪΩΝΙΚΟΝ ΤΗΣ ΣΤΟΙΧΕΙΑΣΤΕ
ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΕΩΣ

1. Ίδρύσεις καὶ προαγατα σχολείων

Κατὰ τὰ σχολικά ἔτη 1964-65, 65-66 καὶ 66-67 ἔγιναν 2877 ἱδρύσεις καὶ προαγατα (ἤτοι ἐπέκτασις εἰς διδακτικὸν Προσωπικὸν) Δημοτικῶν Σχολείων καὶ 496 ἱδρύσεις Νηπιαγωγείων. Ἀπὸ τῆς 21ης Ἀπριλίου 1967, ὅτε ἐγκαιροτάθη ἡ Ἐπαναστατικὴ Κυβέρνησις, οὐδέμια ἱδρύσεις ἢ προαγατὰ Δημοτικῶν Σχολείων καὶ Νηπιαγωγείων ἐγένετο ἐπὶ μεγίστην ζημίαν τῆς Λαϊκῆς Ἐκπαιδεύσεως, ἀφοῦ ὑπάρχουν ἀκόμη περιοχαὶ στεροβόμεναι ἐπαρκεῖς ἀριθμοὶ σχολείων, συνωστίζονται δὲ εἰς πλεῖστα τῶν λειτουργούντων σήμερον οἱ μαθηταί. - Τοῦτο οὐκ ἐκινεῖ τὸ ἐνδιαφέρον τῶν Κυβερνώντων σήμερον διὰ τὴν μόρφωσιν τοῦ Λαοῦ.

2. Διορισμοὶ Δημοδιδασκάλων

Κατὰ τὰ τρία προηγουμένα σχολικά ἔτη διορίσθησαν 5623 δημοδιδασκαλοὶ καὶ ἐπραγματοποιήθη ἡ ἀμεσὸς πληρωσις τῶν ὑφισταμένων κενῶν θέσεων εἰς ὅλην τὴν χώραν καὶ ἰδιαίτερος εἰς τὴν Βόρειον Ἑλλάδα. Κατὰ τὸ τρέχον σχολικὸν ἔτος 1967-1968 διορίσθησαν μόνον 562 δημοδιδασκαλοὶ, καὶ ὑφίστανται ἄνω τῶν 600 κενῶν θέσεων ἀκόμη, ἐνῶ ἀναμένουν διορισμὸν ἑκατοντάδες πτυχιούχοι τῶν παιδαγωγικῶν Ἀκαδημιῶν. Ἡ Ἐπαναστατικὴ Κυβέρνησις ἐπεξέτεινε καὶ ἐπὶ τῆς Ἐκπαιδεύσεως τὸν περιορισμὸν τῶν διορισμῶν, ἐνῶ καὶ μόνον ἀπὸ τὴν ἀποχώρησιν τῶν συνταξιοδοτούμενων ἢ τῶν θνησκόντων Δημοδιδασκάλων δημιουργοῦνται κατ' ἔτος ἑκατοντάδες κενῶν θέσεων.

3. Ἀπουσία Ἐπιθεωρητῶν καὶ Γενικῶν Ἐπιθεωρητῶν

Ἐκ τῶν 15 θέσεων Γενικῶν Ἐπιθεωρητῶν παραμένουν κεναὶ αἱ 14, καὶ ἐκ τῶν 200 θέσεων Ἐπιθεωρητῶν παραμένουν κεναὶ πλεον τῶν 140. Καὶ τοῦτο ἐνῷ εἶχε γίνει ἐπίπονος ἐπιλογὴ τῶν ἱκανωτέρων εκπαιδευτικῶν διὰ τὰς θέσεις ταύτας, τῆς σχετικῆς διαδικασίας διακοπῆς ἀποτόμῃς, καὶ ἐνῷ ἐξεδόθη Ἀναγκαστικὸς Νόμος (δ' 129 τοῦ 1967) ὃ βρολὸς ἐτροποποίησε τὰ προσόντα τῶν ὑποψηφίων, διὰ νὰ ἐπεκτείνῃ τὸ δικαίωμα τοῦ διορισμοῦ εἰς τὰς θέσεις αὐτάς ἀκόμη καὶ ἐπὶ Δημοδιδασκάλων κατωτέρων βαθμῶν καὶ ἄνευ μετεκπαιδεύσεως. Ἡδὲ εἰς τὰς τούτας κενὰς θέσεις

7

Γενικών 'Επιθεωρητών και 'Επιθεωρητών Έχουν τοποθετηθή άναπληρωταί έπιλεγόμενοι μεταξύ των εθνοσυμμένων της σημερινής Κυβερνήσεως, οι όποιοι ούτε το κθρος Έχουν να διοικήσουν ούτε άμερολήπτως έκτελούν το Έργον των. Πρόγραμμα των είναι ή πολιτική προπαγάνδα και ή τρομοκρατικές των Δημοδιδασκάλων, όχι ο Έλεγχος και ή προαγωγή της λειτουργίας των σχολείων.

4. 'Απολύσεις διδακτικού προσωπικού

'Υπό της 'Επαναστατικής Κυβερνήσεως διετυμpanίσθη ότι ο κομμουνισμός είχεν εισδύσει βαθύ εις τών εκπαιδευτικών κόσμον και κυρίως εις την Ετοιχειώδη 'Εκπαίδεισιν, καθώς και ότι λόγω φαυλότητος και κομματικού πατριασμού μέγα ποσοστόν των δημοδιδασκάλων όν ειχε το άκαιτούμενον ήθικόν κθρος διά την άσκησην του λειτουργήματός του. 'Εν τούτοις από τοός 30000 περίπου λειτουργούς της Ετοιχειώδους 'Εκπαίδευσως άπελύθησαν υπό της 'Επαναστατικής Κυβερνήσεως ως μη νομιμόφρονες και άκατάλληλοι διά το Έργον των 231, όηλαδή ούτε το 1%, και έκ τούτων βάσει της Θ' Συντακτικής Πράξεως (όηλαδή ως ύποπτοι διά κομμουνιστικής ιδέας) μόνον 6. Τούτο και μόνον το στοιχείον άρκεί να δείξη πόσον ειλικρινείς και έντιμοι είναι εις τās διοικήσεις των οι κρατούντες σήμεραν.

5. Γλώσσα και Διδακτικά Βιβλία

'Ανέκαθεν γλώσσα του Δημοτικού Σχολείου (εις τὰ βιβλία, τὰ γραπτά των προφορικών λόγων) ήτο ή ζωντανή γλώσσα του Έθνους, ή Δημοτική. Είς τās άνωτέρας μόνον τάξεις και εις περιωρισμένην έκτασιν έδιδάσκετο ή επίσημος γλώσσα του Κράτους, ή Καθαρεύουσα. 'Η 'Επαναστατική Κυβέρνησις άνέτρεψε την τάξιν και επέβαλεν εις το Δημοτικόν Σχολείον την μη άντεληπτήν από τὰ καιδιά του λαού και δύσκολον εις την εκμάθησιν καθαρεύουσαν, της όποιας ήρισε να άρχιζη ή διδασκαλία από της Γ' τάξεως, ήτοι από της ηλικίας των 8 - 9 ετών. Παράλληλως άνέστησεν από την τέρφραν παλαιά και καταδικασμένα εις την συνείδησιν των διδασκάλων και των Γονέων (βοηθητικά) βιβλία διά την διδασκαλίαν της 'Αριθμητικής, της 'Ιστορίας, της Φυσικής, των Θρησκευτικών - με άποτέλεσμα να δημιουργηθή πρωτοφανής σύγχυσις εις τὰ λαϊκά Σχολεία. Παιδιά και

8

· διδάσκαλοι τρέμουν νά δμειλίσουν καί νά γράφουν τήν Δημοτικήν, διότι
· εἶναι τάχα ἡ "γλῶσσα τῶν κομμουνιστῶν", ἀλλά ὅτεν ἔμποροῦν νά χρησι-
· μοποιοῦν ὁρθῶς καί ἀντίτως τήν Καθαρεύουσαν. Καί τοιοῦτοτρόπως κα-
· τaturαννοῦνται τά παιδιὰ τοῦ λαοῦ καί καταδικάζονται νά βγοῦν ἀπό
· τὸ σχολεῖον χωρὶς νά εἶναι εἰς ἔσταιν νά δμειλοῦν καί νά γράφουν
· ὑποφερτὰ τήν ζωντανήν γλῶσσαν των, ἡ ὅποια εἶναι καί γλῶσσα τῆς
· Ἑθνικῆς μας Λογοτεχνίας.



I.- Έκ τῶν 10.000 περίπου ἐκπαιδευτικῶν λειτουργῶν τῆς Μέσης Ἐκπαίδευσως ἀπελθῆσαν ἐν ὅλῳ ἐνενηκοντα (90)· Καὶ μόνον τὸ γεγο-
νός αὐτὸ διαθεῖται πληρῶς τὸν μῦθον, ποὺ ἐπὶ μῆνας διετυμπαυρίζετο ὡς
πρωτάρχικον δικαιολογητικὸν τῆς Ἐπαναστάσεως, ὅτι δηλαδὴ ἡ Παι-
δεία εἶχε διαβρωθῇ ἀπὸ στοιχεῖα ἀνατρεπτικὰ καὶ ἀντικοινωνικὰ. Ὁ-
μως, παρὰ τὸ μικρὸν τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀπολυθέντων, ἐπιτεθῆσαν εἰς
τὸ ἀκέραιον οἱ ἀντικειμενικοὶ σκοποὶ τῶν ὧσθ ἐπὶ στοιχεῖα θ καὶ I·
Εὐντακτικῶν Πράξεων, βῆσαι τῶν ὁποῶν ἔγιναν αἱ ἀπολύσεις, ἥτοι :

α) ὁ ἀποκεφαλισμὸς τῆς ἀνωτάτης ἐκπαιδευτικῆς ἡγεσίας καὶ ἡ προώθη-
σις πειθηνῶν ἐκτελεστικῶν ὀργάνων εἰς τὰς ἡγετικὰς θέσεις καὶ
β) ἡ τρομοκρατίαις καὶ πληθρὸς ὑποταγῇ τῶν ἐκπαιδευτικῶν λειτουργῶν
εἰς τὰς ὀρεξεῖς καὶ ἐπιδιώξεις τῶν κυβερνώντων, ἀφοῦ :

I. Ἀπελθῆσαν ἡ ὑπεβιβασθῆσαν καὶ γενικῶς παρεμερβόθησαν ἀπὸ
τὴν ἀνωτάτην ἐκπαιδευτικὴν ἡγεσίαν πέντε, πλην τριῶν, οἱ Σύμβουλοι
καὶ Πάρεδροι τοῦ Παιδαγωγικοῦ Ἰνστιτούτου. Εἰς ἀντακατάστασιν
τῶν διωρισθῆσαν 13 ἐκπαιδευτικοὶ Σύμβουλοι, ἀπὸ τοῦς ὁποῖους 9 προ-
έρχονται ἀπὸ τὴν Μέσην Ἐκπαίδευσιν. Ἐκ τῶν τελευταίων τοῦτων δύο
(2) μόνον ἔτυχον εὐρυτέρας μορφώσεως εἰς τὸ ἑξωτερικόν (βλ. Α.Ν.
59/1967 ἐν ΦΕΚ Α' 110 καὶ ΦΕΚ Γ' 404/1967).

II. Ἀπελθῆσαν οἱ ἡμίσεις ἀπὸ τοῦς Γενικοῦς Ἐπιθεωρητὰς (ΦΕΚ Γ' 466/1967, 72 καὶ 85/1968) καὶ εἴκοσι τέσσαρες Διευθυνταὶ καὶ Γυμνα-
σιάρχαι (ΦΕΚ Γ' 72, 75, 79, 82, 85/1968).

III. Ἐκ τοῦ συνόλου τῶν τεθέντων εἰς διαθεσιμότητα, εἴκοσι ἔξ
(26) μόνον ἀπελθῆσαν καὶ ὅθι ὅσοι λόγῳ ἀξιοπρεπείας ὅθεν ἐξελεῖσθαι
σαν τὴν παραμονὴν των εἰς τὴν ὑπηρεσίαν καὶ ὅθεν ἐχρησιμοποίησαν
πληγία μέλα, διὰ νὰ ἀποφύγουν καὶ οὕτοι τὴν ἀπώλειαν.

Ἡ αὕτη τακτικὴ, ἥτοι ὁ ἀποκεφαλισμὸς τῆς διοικητικῆς ἡγεσίας
πρὸς προώθησιν πειθηνῶν ὀργάνων τῶν κυβερνώντων εἰς καιρὸς διοι-
κητικὰς θέσεις, ἅμα δὲ καὶ ἡ τρομοκρατίαις τῶν ὑπολοίπων ἡκολουθήθη

65 εν ΦΗΚ Γ*124/1967), ο'ονόηκοτε υπάλληλον ε'ίς κατάστασιν διαθεσι-
μότητος διαρκείας ἔξ μηνῶν, δυναμένης νά παραταθῇ δι' ἔξ εἰσέτι μῆ-
νας· οἱ δὲ κατὰ παρατάσιν εἰς δευτέραν διαθεσιμότητα τιθεμένοι
υπάλληλοι εἰσδύνονται μετὰ τὴν λήξιν της ὑποχρεωτικῆς, μετ' ἐρώτη-
μα τῆς ἀπολθσεως, εἰς τὰ οἰκεία ὑπηρεσιακὰ συμβόλια (τὰ ὅποια
ἔχουν ἤδη συγκροτηθῇ ἐκ πεποιημένων ἐκτελεστικῶν ὀργάνων). Ἐἴναι
προφανές ὁ σκοπός, διὰ τὸν ὅποιον ὅθεν διεκδοκῇ καὶ ἡ ἰσχὺς τῶν ἡθ-
μῶν τοῦτων.

4.- Κατεργηθῇ ἡ κατὰ τῶν Ἀνωτάτων Ἐκπαιδευτικῶν Συμβουλῶν θέσις
τοῦ Αἰρετοῦ Ἐκπαιδευτικοῦ Συμβουλίου (Πβλ. ἀρθρον 17, παρὰ γρ. 12
τοῦ Α. Ν. 129/1967), ὁ ὅποτος ἐκλεγόμενος ἀπὸ τῶν Κλάδων ἐξελέφραζε τὰς
γνώμας του εἰς τὴν διοίκησιν καὶ Ὀργάνωσιν τῆς Ἐκπαιδεύσεως πλη-
ρὸν τοῦ Ἱπουργοῦ τῆς Παιδείας.

5.- Ἡ διοικήσις τῆς Ὁμοσπονδίας Λειτουργῶν Μῆσης Ἐκπαιδεύ-
σεως (Ο. Α. Μ. Ε.) ἀντιθέθῃ εἰς τριμελῇ Ἐπιτροπῇ. Μῆλη ταύτης διωρ-
σθήσαν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως πρόσωπα ἀπολθτως ἀφωσιμῆνα εἰς αὐτήν.
Ταῦτα οὐ μόνον οὐδέμῃαν ἀπεκρῆρσιν προβάλουν διὰ τὴν καταβαρδύρω-
σιν τῶν οἰκονομικῶν καταστάσεων τοῦ Κλάδου, ἀλλ' ἀντιθέτως ἔρχον-
ται συνεπείκουροι εἰς τὰς καταλυτικὰς διὰ τοῦς λειτουργοὺς τῆς Μῆ-
σης Ἐκπαιδεύσεως ἐνεργείας τῆς Κυβερνήσεως. Οὕτω :

α. Οὐδέμῃαν διαμαρτυρίαν προέβαλαν διὰ τὴν κατέρηθῃν τοῦ βαθμοῦ
τοῦ Ἀντικείρου κατὰ τὸν ὑποβιβασμὸν τετρακοσίων πεντήκοντα (350) περὶ-
που λυκειαρχῶν εἰς τὸν βαθμὸν ἢ μισθὸν τοῦ γυμνασιάρχου (ἀρθ. 21,
παρ. 3 ΑΝ 129).

β. Ἐπέσης οὐδέμῃαν διαμαρτυρίαν προέβαλαν, ἀντιθέτως ἐπεκρῆθη-
σαν, τὸν ὑποβιβασμὸν τετρακοσίων ἐβδομήκοντα ἑννέα (479) γυμνασιαρ-
χῶν (ΦΗΚ Γ*300 /1967) εἰς τὸν βαθμὸν καὶ μισθὸν τοῦ βοηθοῦ γυ-
μνασιάρχου καὶ τὴν ἰδίαις αὐτῶν δαπάναις ἐπ' ἀνὸδον των εἰς αἷς θέσις
ὑπάρχουσιν πρὸ τῆς προαγωγῆς των εἰς γυμνασιάρχας, ὡς καὶ διὰ τὸν
ἐπαπειλούμενον ὑποβιβασμὸν, συνεπέξ τοῦ ὑποβιβασμοῦ τῶν γυμνασιαρ-
χῶν τοῦτων, ἰσαριθμῶν βοηθῶν γυμνασιάρχων εἰς τὸν βαθμὸν καὶ μισθὸν

19

του πρωτοβαθμίου καθηγητού.

γ. Ούδεμίαν έπίσης διαμαρτυρίαν προέβαλαν διά τήν κατέργησιν τής μισθολογικής έξομοιώσεως τών Γενικών 'Επιθεωρητών προς Γενικούς Διευθυντάς καί τήν οικονομικήν έξέλωσιν τούτων σχεδόν προς Γυμνασιάρχας.

Καί' αὐτόν τόν τρόπον κατηργήθη ἡ συνδικαλιστική ὀργάνωσις τών λειτουργῶν τής 'Εκπαιδεύσεως.

6.- Καίτοι παρήλθεν ἔτος ἀπό τής ἐγκαθιδρύσεως τής 'Επαναστατικῆς Κυβερνήσεως, ἐξακολουθοῦν νά παραμένουν κεναί πεντήκοντα ὁδοί (52) θέσεις Γενικῶν 'Επιθεωρητῶν τῶν θεωρητικῶν μαθημάτων ἐκ τοῦ συνόλου ἐξήκοντα (60). Ἡδὴ αἱ κεναί θέσεις ἀνέρχονται εἰς 56 μετὰ τήν ἀπόλυσιν τεσσάρων Γενικῶν 'Επιθεωρητῶν. Εἰς πᾶσας τὰς κενὰς τάβτας θέσεις ἔχουν διορισθῇ, ὡς ἀνακληρωταί, γυμνασιάρχαι μετὰ μεγίστης προσοχῆς ἐπιλεγέντες ἐκ τῶν πλέον ἀφωσιμῶν εἰς τήν Κυβέρνησιν καί οἱ ὅποιοι τυγχάνουν πιστῇ ἐκτελεστικῇ τῆς ὕψους. Εἶναι προφανεῖς αἱ ἐπιπτώσεις τῆς καταστάσεως αὐτῆς εἰς τήν λειτουργίαν τῶν σχολείων καί τήν πρόοδον καί ἀγωγὴν τῶν μαθητῶν.

7.- Οἱ Διευθυνταί καί τῶ διδακτικῶν προσωπικῶν τῶν σχολείων ὑποχρεοῦνται νά περιέρχωνται τὰ χωρία καί τὰς κομποδελεῖς τῆς Περιφέρειας τῶν καί νά ἐκφωνοῦν λόγους προπαγανδιστικοῦ ὑπέρ τῆς 'Επαναστάσεως περιεχομένου. Τὰ κῆρια σημεῖα τῶν λόγων τούτων περιλαμβάνονται εἰς σχετικὰ ἔντυπα, τὰ ὅποια ἐπιδίδονται εἰς αὐτοὺς ἀπὸ τῆς κατὰ τόπους Νομαρχιακῆς 'Επιτροπῆς.

8.- Πράκτορες τῆς 'Ασφαλείας περιέρχονται τὰ σχολεῖα καί ὑπακούουσιν οὕτως νά συλλαβῶν μαθητὰς ἐκφραζομένους ἐναντίον τῆς 'Επαναστατικῆς Κυβερνήσεως.

Δ: ΑΝΩΤΑΤΗ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΙΣ

α.- Διαδικασία έκλογής καθηγητών 'Ανωτάτων 'Εκπαιδευτικών 'Ιδρυμάτων:

'Η καθιερωθεύσα διὰ τής ΙΕ'Ευντακτικής Πράξεως τής 20ης Δεκεμβρίου 1967 διαδικασία έκλογής καθηγητών εἰς τὰ 'Ανώτατα 'Εκπαιδευτικά 'Ιδρύματα σημαίνει κατάρτησιν τής αὐτονομίας των καί τής ἀντικειμενικότητας εἰς τήν πλήρωσιν τῶν ἐδρῶν. 'Η έκλογή τῶν καθηγητῶν εἰς τό τελικόν στάδιον δέν ἀνήκει, ὡς εἰς τό παρελθόν, εἰς τήν ἀρμοδίαν Εσχολήν. Τό 'Υπουργικόν Συμβούλιον δέν διασμεύεται ἐκ τής ἀποφάσεως τής οἰκείας Εσχολῆς καί δύναται, μετὰ πρότασιν τοῦ 'Υπουργοῦ Παιδείας, νά ἀναπέμψῃ τήν έκλογήν καθηγητοῦ εἰς ἐπιτροπήν ἀποτελουμένην ἀπό καθηγητῶς τής οἰκείας Εσχολῆς καί καθηγητῶς ἄλλων Εσχολῶν. Τοῦτους ὀρίζει κατ'ἀπόλυτον κρῖσιν τό 'Υπουργικόν Συμβούλιον.

β.- 1) 'Αρσίς τής μονιμότητας καί διαδικασία ἀπολύσεως καθηγητῶν:

'Η καθιερωθεύσα διὰ τῶν Θ'καί Ι'Ευντακτικῶν Πράξεων τής 22/7/67 καί τής 31/8/67 διαδικασία ἀπολύσεως τῶν καθηγητῶν τῶν 'Ανωτάτων Εσχολῶν λόγῳ πολιτικῶν φρονημάτων, ἀνεπαρκείας, ἰδιοτελείας κλπ. σημαίνει ὡσαύτως κατάρτησιν τής αὐτοτελείας τῶν 'Ιδρυμάτων αὐτῶν καί ἑλλειψίν ἀντικειμενικῶν κριτηρίων κατὰ τόν ἔλεγχον τής δασκήσεως ὑπό τῶν καθηγητῶν τοῦ λειτουργήματός των. 'Η ἀπόλυσις τῶν καθηγητῶν ἀφίεται εἰς τήν ἀπόλυτον κρῖσιν τοῦ ὑπουργοῦ εἰς τήν περίπτωσιν ἀπολύσεως λόγῳ φρονημάτων καί τοῦ 'Υπουργικοῦ Συμβουλίου εἰς τήν περίπτωσιν ἀπολύσεως δι' ἄλλους λόγους. Οἱ ἀπολυθέντες τήν 27 'Ιανουαρίου 1968 δέν ἐκρέθησαν ὑπό συλλογικοῦ ὑπηρεσιακοῦ ὀργάνου, δέν ἔλαβον γνώσιν τής ἐναντίον των κατηγορίας οὐδέ ἐδόθη εἰς αὐτούς τό δικαίωμα ἀπολογίας. Οἱ οὕτω ἀπολυθέντες κατὰ τήν 27 'Ιανουαρίου 1968 ἦσαν 43 καθηγηταί καί 6 ὀφηγηταί.

Χαρακτηριστικόν εἶναι ὅτι κατὰ κοινήν ἀναγνώρισιν τουλῆχιστον τό ἥμισυ τῶν ἀπολυθέντων οὐδέ ἀριστερῶν φρονημάτων ἦσαν οὐδέ τι τό ἐπιλήψιμον εἰς βῆρος των εἶχον ἄλλ' ἀντιθέτως διεκρίνοντο διὰ τό ἦθος των καί τῆς ἐπιστημονικότητος ἱκανότητας (π.χ. Ν. Σακελλαρίου, καθηγητῆς Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης, 'Αντ. Κριεζῆς, καθηγητῆς Πολυτεχνεῖου Ἀθηνῶν) ἐνῶ ἄλλοι καθηγηταί πλεῖστα ὅσα βαρυνόμενοι δέν ἐθρίγησαν.-

Είς τούς απολυθέντας καὶ δοθῆναι οὗτοι καλοῦνται ὑπὸ ξένων πανεπιστημίων διὰ νὰ διδάξουν δὲν δίδεται κατὰ κανόνα ἀδεια ἀναχωρήσεως εἰς τὸ ἑξωτερικόν.

Διὰ τῆς ΚΑ' Συντακτικῆς Πράξεως τῆς 13/3/68 ἐδόθη τὸ οἰκώμα εἰς τούς ὡς ἄνω ἀπολυθέντας ὅπως ζητήσωσι τὴν ἀναθεώρησιν τῆς ἀποφάσεως περὶ ἀπολύσεώς των λαμβάνοντες γνώσιν τῶν ἐφ' ὧν ἐβασίσθη αὕτη στοιχείων καὶ ὑποβάλλοντες σχετικόν ὑπόμνημα. Πλὴν ὅμως ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς διαδικασίας ταύτης οἱ ἀπολυθέντες δὲν ἔλαβον γνώσιν τοῦ φακέλου τῆς κατηγορίας των ἀλλ' ἀπλῶς ἐνὸς σημειώματος περιλαμβάνοντος γενικὸν χαρακτηρισμὸν τῆς κατηγορίας ταύτης. Ἐξ ἄλλου ἡ κρίσις τῶν ὑποβαλλομένων αἰτήσεων ἀναθεωρήσεως ἀνήκει εἰς τριμελεῖς ἐπιτροπὰς ἐξ ὑπουργῶν ἄνευ γνωμοδοτήσεως οἰουδὴποτε ὑπηρεσιακοῦ ὀργάνου εἰ μὴ μόνον εἰς τὴν περιπεῶσιν ὅθ' ἔκρινε τοῦτο σκόπιμον ὁ Πρόεδρος τῆς Κυβερνήσεως. -

2) Θέσις εἰς διαθεσιμότητα καθηγητῶν τῶν Ἀνωτάτων Ἑκπαιδευτικῶν Ἰδρυμάτων:

Κατόπιν τῆς Β' Συντακτικῆς Πράξεως τῆς 14/6/1967 δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου καὶ τοῦ Ἀντιπροέδρου τῆς Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ Παιδείας τίθενται εἰς κατὰστασιν διαθεσιμότητος διὰ λόγους φρονημάτων, ἀνεπάρκειαν, ἀμάρμοστον διαγωγὴν κλπ. καθηγηταὶ Ἀνωτάτων Σχολῶν ἄνευ τήρησεως οἰασθῆποτε ἑλλείψεως διαδικασίας. Οὗτοι δὲν καλοῦνται εἰς ἀπολογία καὶ δὲν κρίνονται ὑπὸ ὑπηρεσιακοῦ ὀργάνου. -

Υ.- Μείωσις τοῦ κύρους καὶ τῆς ἀξιοπρεπείας τῶν καθηγητῶν Ἀνωτάτων Σχολῶν:

Ὑπὸ τὴν ἀπειλὴν διβξσεως οἱ καθηγηταὶ ἐξαναγκάζονται εἰς συμμετοχὴν εἰς συγκεντρώσεις κατὰ τὰς ὁποίας μέλη τῆς Κυβερνήσεως ἢ ἐκπρόσωποι αὐτῆς ἐκφωνοῦν πολιτικούς λόγους (τὸ ποῖόν των ὁποίων εἶναι ἄνευ προηγουμένου εἰς τὴν Ἑλληνικὴν δημοσίαν ζωὴν). Ἐκείνης ἐπὶ τῶν καθηγητῶν ἀσκεῖται πίεσις ὅπως οἱ ἑῷοι προβαίνουν εἰς ὁμιλίαν πολιτικοῦ περιεχομένου καὶ εἰς ἄλλας παρομοίας ἐκδηλώσεις. Ταῦτα πάντα ἔχουν μείωσει τὸ κύρος τῶν καθηγητῶν ἔναντι τῶν σπουδαστῶν των καὶ ὁδηγοῦν εἰς ἡθικὸν ἐκπεσμόν αὐτῶν. Περαιτέρω συνέπεια εἶναι ὁ περισπασμὸς τῶν καθηγητῶν ἀπὸ τῶν διδακτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν των ἔργων.

Τά μαθήματα τῶν καθηγητῶν παρακολοῦθοῦνται ὑπὸ ὀργάνων τῆς ἀσφαλείας.

Ἐπανειλημμένοι ὑπῆρξαν αἱ περιπτώσεις ἱταμῆς ἐπεμβάσεως ὑπουργῶν εἰς τὰ καθήκοντά τους. (Ὁ ὑπουργὸς Βορείου Ἑλλάδος εἰς δύο περιπτώσεις ἐκάλεσεν καὶ ἐπίεσεν καθηγητὰς τῆς φιλοσοφικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης διὰ νὰ φέρουν ὡς ἐπιτυχόντας εἰς τὰς ἐξετάσεις φοιτητὰς καὶ φοιτητρίδας, ὁ ἀντιπρόεδρος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ὑπουργὸς Ἑσωτερικῶν ἐκάλεσε καὶ ἐπίεσε καθηγητὴν τῆς Φυσιολογικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν διὰ νὰ φέρῃ ὡς ἐπιτυχόντας εἰς τὰς ἐξετάσεις τρεῖς φοιτητὰς).

Πίσεις ἀσκοῦνται καὶ κατὰ τὴν ἐκλογὴν τῶν καθηγητῶν. Εἶναι γνωστότατα τὰ συμβάντα εἰς συνεδριάσειν τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν εἰς τὴν ὁποίαν παρενέβη ἀνώτερος ἀξιωματικὸς τῆς Κοινῆς ὑπὲρ ἑνὸς ἐκ τῶν ὑποψηφίων, διαλυθείσης τῆς συνεδριάσεως.

δ.- Εἰς τὰ σωματεῖα τῶν σπουδαστῶν ἐγένετο ἀντικατάστασις τῶν Διοικητικῶν Συμβουλῶν των, τῶν νομίμως ἐκλεγέντων, δι' ἑτέρων ἀπαρτισθέντων ἀπὸ σπουδαστῶν ὄργανα τῆς ἀσφαλείας. Ἡ ἐλευθερία συνδικαλιστικῶν ὁργανώσεων ἔχει καταργηθῆ πλήρως. Αἱ ὄργανων τῆς ἀσφαλείας, συνελθόντες εἰς τὰς Σχολὰς, οἱ σπουδασταὶ παρακολοῦθονται συστηματικῶς. Συχνὰ εἶναι αἱ σωματικαὶ ἐρευναὶ τῶν φοιτητῶν ὑπὸ ὀργάνων τῆς ἀσφαλείας. Ἐπίσης συνεχεῖς εἶναι αἱ συλλήψεις καὶ φθοακίσεις μὲν ἢ δύο ἡμέρας φοιτητῶν μὲ σὺδὲν βαρυνομένων ἀπλῶς πρὸς τρομοκράτησιν των.

Ὁ Γεν. Γραμματεὺς τοῦ Πολυτεχνείου Ἀθηνῶν συνελήφθη καὶ ἐφυλακίσθη ἐπὶ 25 ἡμέρας ἄνευ δικαιολογίας τινός, ἀπεθείς ἐλεύθερος μόνον ἀφοῦ ὑπέβαλε παραίτησιν ἐκ τῆς θέσεώς του.

Ἡ συστηματικὴ παρακολοῦθῆσις καὶ ὁ ἀστυνομικὸς ἑλεγχὸς καθηγητῶν καὶ σπουδαστῶν ἔχουν ἐξαλείψει πᾶν ἔχνος ἀκαδημαϊκῆς ἐλευθερίας καὶ δόγησιν εἰς πλήρη διάβρωσιν τῆς Ἀνωτάτης Ἐκπαιδεύσεως, καθ' ἣσον τὸ κλίμα φόβου καὶ ἐπιφυλακτικότητος ἀνακόπτει τὴν ἐρευνὰν πρὸς μάθησιν καὶ ἐπιστημονικὰς ἀναζητήσεις. Ἡ ἀτμόσφαιρα τῆς ἐπικρατοῦσης καχυποψίας καὶ τοῦ ψεύδους ἀντιστρατεύεται πρὸς τὰς βασικὰς προϋποθέσεις τῆς Ἀνωτάτης Παιδείας, ἣ ὁποία εἶναι συνυφασμένη πρὸς τὴν ἐλευθερίαν τῆς σκέψεως καὶ τῆς συζητήσεως.